

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaines du 17 au 21 février 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

140 Md£

C'est la valeur des achats de gaz du Royaume-Uni sur les marchés de gros entre 2021 et 2024, selon [ECIU](#). Au cours des 4 dernières années, le Royaume-Uni aurait dépensé 90 Md£ de plus que si les prix étaient restés les mêmes qu'avant la crise énergétique

Energie-climat

Le gouvernement propose une réforme des *Contracts for Difference* pour soutenir les énergies renouvelables

Le *Department for Energy Security and Net Zero* a soumis à consultation une série de changements des paramètres des *Contracts for Difference*, le principal mécanisme de soutien aux énergies renouvelables. Sont notamment proposés : (i) une extension des contrats au-delà des 15 ans offerts actuellement ; (ii) un assouplissement du critère d'obtention des autorisations pour l'éolien terrestre, (iii) une nouvelle méthode de calcul des budgets afin d'allouer les fonds plus efficacement. Le gouvernement annoncera ses décisions après la fin de la consultation avec l'objectif d'appliquer ces nouvelles mesures au prochain appel d'offres (AR7), qui devrait s'ouvrir au printemps.

Le tarif d'utilisation des réseaux aurait été surestimé de 4 Md£ entre 2021 et 2024

Selon l'ONG [Citizens Advice](#), les opérateurs de réseau de gaz et d'électricité auraient réalisé un « surprofit » exceptionnel de 4 Md£ entre 2021 et 2024 du fait d'une faille dans la régulation de l'Ofgem

des marchés de l'électricité. En effet, la formule utilisée par l'Ofgem pour calculer la revalorisation annuelle du tarif d'utilisation des réseaux, prélevé sur la facture des consommations, aurait surestimé le coût de financement de ces entreprises dans le contexte d'inflation, conduisant à des prélèvements jugés rétrospectivement inutilement élevés. L'Ofgem indique avoir déjà modifié sa formule de calcul pour corriger cette erreur. Toutefois, Citizens Advice appelle les gestionnaires de réseau à rétrocéder aux consommateurs le trop perçu.

Environnement

Le réseau d'assainissement « Thames Tideway » de Londres est désormais pleinement opérationnel

Le système d'assainissement « Thames Tideway », long de 25 kilomètres, est désormais pleinement opérationnel après une décennie de travaux. Ce nouveau réseau a déjà permis d'éviter de déverser 4,5 millions de tonnes d'eaux usées dans la Tamise depuis son entrée en service partielle en octobre 2024. Le raccordement de ce réseau au tunnel Lee, déjà existant, devrait permettre d'éviter 95 % des déversements d'eaux usées dans la Tamise en cas d'orages.

Industrie

BMW reporte *sine die* son investissement de 600M£ dans l'usine Mini d'Oxford

Le groupe BMW, propriétaire de la marque Mini, a annulé un projet d'investissement de 600M£ dans l'électrification de l'usine Mini d'Oxford. BMW cite « les incertitudes multiples auxquelles fait face l'industrie automobile » pour justifier « une réévaluation du calendrier de la mise en production de Mini électriques à Oxford ». Pour rappel, BMW avait annoncé en 2023 un investissement de 600M£ pour la transition de l'usine Mini d'Oxford vers la production des Mini Cooper et Aceman électriques, actuellement produites en Chine. BMW devait recevoir un soutien de 87M£ du gouvernement pour son projet. L'industrie automobile britannique demande par ailleurs au gouvernement de revoir le dispositif du *Zero Emission Vehicles Mandate*, qui fixe chaque année un pourcentage croissant de VE dans les ventes de chaque constructeur (28% en 2025), jugé trop coûteux pour les constructeurs en l'absence de soutiens publics au marché britannique des VE et qui avait conduit Stellantis à annoncer la fermeture de son site de production de vans à Luton en novembre 2024.

La Green Alliance dénonce le sous-financement des projets d'électrification industrielle au profit du CCUS

Le think-tank *Green Alliance* a [publié](#) un rapport dans lequel il s'inquiète du sous-financement des projets d'électrification

industrielle par le gouvernement britannique, en faveur de technologies jugées « moins matures et éprouvées » telles que la capture et le stockage du carbone (CCUS). Selon *Green Alliance*, 40M£ ont été alloués à des projets d'électrification via le Fonds de transformation énergétique industrielle (IETF) mais un cycle de financement supplémentaire a été annulé sans clarification. En revanche, quelques projets de CCUS bénéficient de subventions gouvernementales qui pourraient atteindre 21,7 Md£ sur 25 ans. La *Green Alliance* souligne également les subventions de 240M£ attribuées aux projets d'hydrogène.

Le *Tony Blair Institute* appelle le gouvernement à ne pas soutenir la décarbonation de la sidérurgie au détriment de segments plus porteurs de l'industrie verte

Dans un [rapport](#) intitulé "*Making UK Industrial Strategy: A Hard-Headed Approach Guided by Green Industry*", le *Tony Blair Institute* appelle le gouvernement à axer sa stratégie industrielle sur les secteurs de l'industrie verte où le Royaume-Uni pourra être plus compétitif, notamment l'automobile et les « services verts », et à réduire son soutien au secteur de l'acier vert, où le R-U ne pourra pas être suffisamment compétitif. Selon le TBI, si la décarbonation industrielle est peu susceptible de créer des emplois manufacturiers, les services verts offrent un potentiel d'emploi significatif : l'industrie verte pourrait employer environ 425 000 personnes en 2050, tandis que les services verts pourraient représenter jusqu'à 4 % du PIB et employer jusqu'à 800 000 personnes. Pour autant, si les tendances actuelles de croissance de l'industrie verte se poursuivent, le TBI estime que l'économie verte ne représentera que 1,6 % du PIB d'ici 2050, employant 350 000 personnes. Il appelle donc le gouvernement à ne pas cibler les soutiens publics exclusivement sur le verdissement de l'industrie et à soutenir d'autres secteurs, comme l'intelligence artificielle.

***Tata Steel* obtient les autorisations nécessaires pour l'installation d'un four à arc électrique à Port Talbot**

Le projet d'installation d'un four à arc électrique sur le site de Tata Steel à Port Talbot a été autorisé par la collectivité locale de Neath Port Talbot. Les travaux débuteront à l'été 2025 et devraient durer trois ans. Ce projet intervient quelques mois après la fermeture des deux hauts-fourneaux du site en septembre 2024, entraînant environ 2 000 licenciements. Le four à arc électrique produira environ 3,2 Mt d'acier par an, pour un investissement total d'1,25M£ soutenu par le gouvernement à hauteur de 500M£.

Transports

Les compagnies aériennes s'inquiètent du financement du projet de troisième piste d'Heathrow

Alors que l'aéroport d'Heathrow devrait présenter prochainement un projet de troisième piste suspendu depuis 2010, IAG et Virgin Atlantic ont initié une campagne « [Heathrow Reimagined](#) » pour demander une refonte de la régulation d'Heathrow afin d'éviter que le coût du projet ne pèse sur les compagnies. Elles estiment en effet que les redevances payées à l'aéroport d'Heathrow sont « les plus élevées au monde » et qu'Heathrow utilise ces recettes de manière inefficace. Elles demandent à la Civil Aviation Authority « d'enquêter sur les failles » du modèle de régulation actuel et d'y remédier « avant que les compagnies et les passagers ne soient forcés de payer des redevances plus élevées pour les décennies à venir ». L'initiative a été rejointe par American Airlines, et le Directeur général d'Emirates Tim Clark s'est également inquiété publiquement du risque d'augmentation des redevances posé par le projet de troisième piste.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr